Avant propos

Luis P. Martín

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12588>

DOI : [10.4000/cdlm.12588](https://doi.org/10.4000/cdlm.12588)

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2019

Pagination : 9-12

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Luis P. Martín, « Avant propos », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 99 | 2019, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 04 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12588> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.12588>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2021.

© Tous droits réservés

Avant propos

Luis P. Martín

- 1 Depuis une dizaine d'années, au sein du Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine de l'Université de Nice - Sophia Antipolis, une équipe internationale¹ mène une réflexion autour des transferts de l'idée de la République et de sa construction dans l'aire méditerranéenne. L'objectif de ses travaux vise à développer de nouvelles perspectives qui pourront élargir le champ du politique à d'autres champs d'études notamment socio-culturels et communicationnels.
- 2 À la suite d'une première rencontre à Nice en 2009 qui a travaillé sur les espaces, les diffusions et représentations², nous avons organisé un colloque sur les mobilités républicaines en 2014 qui, dans une certaine mesure, complétait le précédent en ajoutant des nouveaux sujets et matériaux. Le lecteur dispose ici des textes présentés lors cette rencontre.
- 3 Choisir la mobilité républicaine comme axe d'étude nous a obligé à repenser les temps républicains, à procéder à une lecture distincte de ce grand « déplacement de l'utopie républicaine » dans les contrées méditerranéennes. Le concept de mobilité, tel que l'a appréhendé Marc Augé, nous a servi de lien avec les questions abordées lors de la rencontre précédente : « penser la mobilité, c'est penser à diverses échelles pour essayer de comprendre les contradictions qui minent notre histoire »³. Notre volonté était de dépasser le stade d'une interprétation cloisonnée de l'idée républicaine, fondée sur des divisions purement politiques et spatiales, pour saisir les univers républicains dans leur diversité, à l'aide d'une grille de lecture innovante et transversale.
- 4 Il convient de noter qu'il est important de reconsidérer les circulations républicaines hors des champs indéformables de l'idée de la république, dans la mesure où s'observe un décalage entre les idées originales et leur mise en forme. On renoue ici avec le principe bourdieusien selon lequel les idées voyagent sans leur contexte⁴, sont déformées et soumises aux conditions domestiques propres aux espaces qu'elles traversent. En faisant le choix des frontières et d'une observation fine des interstices qu'elles créent au sein de l'espace méditerranéen, il est possible de mettre en valeur les activités et leur évolution⁵.

- 5 Une autre formulation de la « circulation » s'est ainsi imposée. La signification de l'idée républicaine et sa matérialisation a été constamment épurée, presque pétrie par les médiations venant tant du champ des idées que du champ politique et sociologique, et ce à deux niveaux évidents : les intermédiaires (sorte de courtiers des idées républicaines) et les médiateurs (les passeurs, les « liants »). À ce point de notre réflexion, la mobilité républicaine ne procède pas d'un simple « transfert », car la multiplicité des interconnexions nous montre, à chaque pas de notre recherche, une féconde interaction entre les sujets, les objets, les espaces et les culturations. La circulation devient complexe par le fait – simple – des variables introduites à son étude, à la compréhension de son processus.
- 6 Par ailleurs, la mobilité nous rappelle un déplacement que, dans la structure politique contemporaine, semble contredire le principe de nationalité. La République construit à la fois le national et le dépasse. Sa recherche de l'universel, sa tendance à la cohérence des valeurs, sa cosmogonie plurielle fait que, surtout au XIX^e siècle, l'idée républicaine a construit une représentation de la mobilité qui a transcendé le national. Assistons-nous à une pratique politique de type transnational ? Cette question ouvre les mécanismes d'autres pratiques républicaines qui sont reliées à la construction de la République. Les républicains méridionaux ont placé, depuis le XVIII^e siècle, la réalisation de cette idée en tant qu'idée commune. Ici, le transnational serait la participation communautaire à un projet au-delà des Nations. Nous sommes bel et bien dans le « déplacement de l'utopie républicaine », dans le dépassement des frontières et l'occupation d'autres espaces, dans les interactions et les superpositions culturelles, dont l'identitaire et le symbolique⁶.
- 7 Dans le cadre du colloque, nous avons limité les objets de la mobilité républicaine à trois domaines : les itinéraires, les modèles et les coopérations.

Les itinéraires

- 8 La mobilité républicaine est à la fois l'expression et le constat d'un modèle étatique qui a bouleversé les espaces nationaux en les déplaçant et les circulations ou transferts des productions culturelles républicaines. Plus que jamais la République voyage et, en sortant du champ européen, devient une extension du cosmopolitisme, un *vis-à-vis* du Grand Tour, dans un périple réticulaire à très forte densité. La rupture du lien social et spatial que propose la formule « là où se trouve la liberté est mon pays » est, à notre avis, un changement profond du rapport entre l'individu et sa communauté ; une nouvelle société qui n'est plus assujettie, donc elle est en mouvement, en voyage⁷. Dans ces itinéraires on visualise toutes sortes de médiations, de traductions et d'explorations.
- 9 D'un autre côté, les itinéraires représentent le premier pas d'une démarche transnationale ou *cross-national* ; la recherche n'étant plus contrainte à une exploration à l'intérieur de la Nation, mais en fonction d'autres paramètres qui ajoutent des nouvelles interprétations juridiques (texte de Matteo Giuli) ou littéraires (Magi Sunyer). Cette composante itinérante est sensible dans l'exemple biographique étudié par Céline Keller, où le récit d'une expérience individuelle s'entrecroise avec la réflexion sur l'idéologie qui la sous-tend.

- 10 La République itinérante matérialise son champ d'activité dans les circulations et connexions plus prolixes comme le « colportage » de la culture républicaine à travers des voyageurs officiels. Ceux-ci ont une fonctionnalité nécessaire dans la médiation des pratiques et contenus discursifs républicains : les cas de la construction d'un réseau qui matérialise la fluidité des républicains mazziniens (Ariana Arisi Rota) est la preuve que la mobilité s'appuie sur des registres divers, comme le montre l'exemple d'Eugène Chevallier qui « mène » la République aux portes de l'Empire ottoman (Mathieu Jestin). Enfin, s'impose aussi le rôle des voyages présidentiels en tant que vecteurs de représentation républicaine (texte de Maurizio Ridolfi).
- 11 Mais une autre composante de ces itinéraires est aussi l'exil. La nature du développement de la diffusion des idées républicaines et des activités politiques alternatives aux monarchies européennes a obligé de nombreux républicains à fuir leur pays. L'exil est devenu ainsi une spécificité de la circulation : flux de personnes, de textes, de services, etc. Les exils politiques cassent la notion du niveau national en provoquant un paradoxe : le franchissement des frontières⁸. Par ailleurs, les exils matérialisent un deuxième paradoxe : ils fonctionnent en tant que réseaux, ils sont en fait une connexion. Depuis le XVIII^e siècle, les exils se font évidents. Ils déploient un mouvement qui est un liant, plus qu'un déliant, comme le montre l'exil des républicains antifascistes italiens dans les années 1920-1930, dans deux sujets différenciés : les francs-maçons (Fulvio Conti) et les émigrants (Eva Cecchinato). Enfin, hors de ce cadre se trouve l'exil républicain espagnol conséquence de la guerre civile à partir de 1936 vers les pays de la rive sud de la Méditerranée (Fernando Martínez López).

Les modèles

- 12 Le deuxième volet de la rencontre proposait une réflexion sur la question de la modélisation républicaine, sujet qui fait souvent polémique. Déjà lors du colloque de 2009, plusieurs auteurs avaient abordé la question. De leurs conclusions on pouvait extraire des perspectives nouvelles quant à l'impossible reproduction du modèle républicain français dans sa totalité, même dans des proportions importantes. Par contre, il était fortement souligné que ce modèle inspirait d'autres champs bien visibles dans des pays comme l'Italie et l'Espagne : actions sociales, imaginaire républicain, symboles et représentations, etc. Ici, deux sujets centraux de la construction de l'État républicain ont été abordés : l'anticléricalisme en tant qu'axe de développement des idées républicaines dans l'espace méditerranéen (Julien Bouchet) et la diffusion du solidarisme en tant que théorie sociale de la III^e République (Luis P. Martin). Ces deux travaux ont montré l'intérêt d'étudier la modélisation car l'idée républicaine dans les pays méridionaux ne saurait être analysée complètement sans éclairages sur les questions laïque et sociale.

Les coopérations

- 13 L'histoire du republicanisme est semée de difficultés, d'oppositions et de violences. Le recours à l'insurrection et à la révolution face à des monarchies ou empires a façonné le devenir des républicains. Ce contexte, où l'expérience compte autant que la philosophie politique, a construit une culture relationnelle unique en Europe, car les persécutions, les exils, les interdictions de la presse et des livres, ont été pendant longtemps le

quotidien des républicains. L'oublier serait méconnaître les difficultés qu'a subies l'installation de la République comme forme d'État, donc comme instrument pour la mise en place de l'idée républicaine.

- 14 Ainsi, dans la diffusion du républicanisme en Méditerranée apparaît un vecteur qui servira d'appui financier, d'aide humaine, de solidarité, de refuge, représenté par la coopération entre les républicains. Cela correspond à la définition que donne Richard Sennett de la coopération politique : « une nécessité dans le jeu du pouvoir lorsqu'un parti est trop faible pour être dominant ou même pour exister lui-même »⁹. Ainsi, la coopération s'amplifie après la fondation du journal *Les États-Unis d'Europe* (1867), véritable pool républicain et créateur des projets transnationaux (Florença Peyrou). La coopération est aussi transversale lorsque les références culturelles dépassent aussi le niveau national (Père Gabriel) ou nourrissent également des interactions entre deux villes comme Paris et Madrid (Oscar Anchoarena).
- 15 Ce colloque confirme, sous un aspect polyédrique, l'importance d'écrire une histoire de l'Europe en s'intéressant à « la diversité de transactions, négociations et réinterprétations qui se jouent sur différentes scènes »¹⁰, une histoire croisée qui résulte des analyses des réseaux d'interactions dynamiques des liens et articulations des composantes. Les travaux ici présentés nous permettent d'appréhender des cas et des phénomènes nouveaux, de changer d'échelles et catégories d'interprétations, dans une perspective d'histoire connectée et transnationale qui fait la part belle aux déplacements et à la mobilité.

NOTES

1. Voir Le Centro Studi Storia de l'Europa del Mediterraneo de l'Université della Tuscia, Viterbo (Italie) et le centre de recherche en Histoire, CLIOSUR de l'Université d'Almería (Espagne).
2. Luis P. Martin, Jean-Paul Pellegrinetti et Jérémy Guedj (coord.), *La République en Méditerranée. Espaces, diffusions et représentations (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 2012.
3. Marc Augé, *Pour une anthropologie de la mobilité*, Paris, Payot, coll. « Rivages », p. 85.
4. Pierre Bourdieu, « La circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 143, 2002, p. 3-8.
5. Arnault Skornicki et Jérôme Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015, p. 95.
6. Sur cette question, consulter Pierre-Yves Saunier, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèse*, n° 57, décembre 2004, p. 110-126.
7. À ce titre, voir l'intéressant ouvrage coordonné par Gilles Bertrand et Pierre Serna, *La République en voyage, 1770-1830*, Rennes, PUR, 2013.
8. Cette approche déborde, bien entendu, le cadre républicain ; voir *L'émigration politique en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*, Rome, École Française de Rome, 1991.

9. Richard Sennett, *Juntos. Rituales, placeres y política de cooperación*, Barcelone, Anagrama, 2012, p. 95 [éd. fr. : *Ensemble : pour une éthique de la coopération*, Paris, Albin Michel, 2013].
 10. Werner Michael et Zimmermann Bénédicte, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 1, 2003, p. 15. www.cairn.info/revue-annales, consulté le 12/04/2016.
-

AUTEUR

LUIS P. MARTÍN

Luis P. Martin est professeur en civilisation et histoire de l'Espagne contemporaine à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. Il est l'auteur de nombreux travaux sur la Franc-maçonnerie, les cultures politiques, le républicanisme et le pacifisme. Il a dirigé le volume collectif *Les francs-maçons dans la cité. Les cultures politiques de la Franc-maçonnerie en Europe (XIX^e-XX^e siècles)*, 2000 ; il a codirigé *La République en Méditerranée. Diffusions, espaces et cultures républicaines en France, Italie et Espagne (XVIII^e-XX^e siècles)*, 2012 ; et à titre personnel *Los Arquitectos de la República. Los masones y la política en España* (2007).